

Directives d'attributions concernant le marché des émissions

Directives relatives à l'attribution de valeurs mobilières liées aux fonds propres lors de placements publics en Suisse

(2.6.04, Traduction)

A. Objet

1. En cas d'émissions et de placements publics sur le marché des capitaux (ci-après les «placements publics»), interviennent habituellement:

- l'émetteur ou les vendeurs de valeurs mobilières (ci-après l'«émetteur»),
- les (potentiels) souscripteurs (clients institutionnels et particuliers),
- les banques ou négociants en valeurs mobilières (ci-après les «banques», qu'il s'agisse du chef de file d'un syndicat, de banques syndiquées ou de banques tierces),
- les participants au marché, en général.

2. Les présentes directives ont pour objet d'assurer autant que possible la loyauté et la transparence dans la procédure d'attribution, en fixant des exigences d'objectivité et de traçabilité. Les intérêts des différents intervenants (chiffre 1) doivent être dûment pris en considération dans le cadre des attributions.

Commentaire: s'agissant des intérêts des clients, il convient de veiller à un traitement loyal dans chaque groupe de clients (voir aussi chiffres 6.3 et 7).

3. Les présentes directives sont des règles de comportement mais n'ont pas d'incidence sur les rapports de droit civil entre les banques et leurs clients.

B. Champ d'application

4. Les présentes directives sont applicables à tous les placements publics d'actions, de bons de participation, de bons de jouissance, d'emprunts convertibles et d'emprunts à option en Suisse.

5. Les présentes directives sont valables pour les banques domiciliées en Suisse, y compris les succursales et filiales de banques étrangères, qui interviennent dans des placements publics en Suisse. Celles-ci ne sauraient utiliser abusivement leurs sièges, sociétés-mères, succursales et filiales étrangères, intervenant dans le domaine bancaire et financier, aux fins de contourner les présentes directives. Les présentes directives ne produisent pas d'effet au plan international.

C. Principes

Généralités

6.1 En cas de placements publics, la banque règle et documente les procédures d'attribution de telle sorte:

- qu'elles reposent sur des critères objectifs,
- qu'elles puissent être vérifiées par les services compétents de la banque,
- que l'organe de révision prévu par la Loi sur les banques ou la Loi sur les bourses, ainsi que l'autorité de surveillance, puissent les reconstituer.

6.2 Dans l'aménagement des procédures d'attribution et sous réserve des principes énoncés au chiffre 6.1, le temps disponible réduit peut être pris en compte (par ex., délais réduits pour les emprunts convertibles et emprunts à option).

6.3 Sous réserve d'une juste appréciation des intérêts en présence, les attributions entre divers clients ou groupes de clients peuvent se faire de manière différenciée (voir aussi chiffre 7).

6.4 Il n'y a pas de droit à l'attribution.

6.5 Sont subjectives, et donc interdites, les attributions faites contre la promesse de certaines contre-affaires, notamment:

- l'engagement d'acheter, après le placement, d'autres valeurs mobilières sur le marché («Laddering»),
- l'engagement de payer des commissions spéciales ou majorées («Quid pro Quo Agreements»),
- l'engagement de solliciter la banque attributrice pour certains mandats ou certaines opérations, ou toute proposition concrète en ce sens («Spinning»).

Attributions à des investisseurs privés

7. Il appartient à la banque de s'assurer que les attributions à des investisseurs privés sont effectuées de manière juste et impartiale et qu'aucun investisseur n'est désavantagé par rapport aux autres sans raison objective. Sont considérées comme des procédures d'attribution garantissant le traitement juste et impartial aux investisseurs privés, celles reposant sur les critères objectifs suivants, ou sur des combinaisons de ces critères:

- tirage au sort
- importance de l'ordre
- pourcentages souscrits
- moment exact de la réception de la souscription
- prix de souscription proposé (lors d'enchères)
- considérations régionales
- liens à long terme avec l'émetteur
- structure du portefeuille de l'investisseur
- amélioration de la qualité, de la position et de la capacité de placement de la banque, ce qui est favorable à moyen et long termes aux investisseurs privés

- préférences de l'émetteur quant à la structure des investisseurs
- durée de la relation avec les clients
- autres critères objectifs.

Option en vue d'une attribution supplémentaire

8. Si le prospectus prévoit une option en vue d'une attribution supplémentaire («Green Shoe»), la documentation (prospectus) doit aussi fournir des informations sur les parties au contrat ainsi que sur l'étendue et la durée de ladite option.

Attribution au choix de l'émetteur

9. Des attributions spéciales à certaines catégories de souscripteurs ayant une relation particulière avec l'émetteur, par exemple, ses partenaires commerciaux (personnes physiques et morales), organes ou collaborateurs, sont possibles au choix de l'émetteur (programmes «friends-and-family»). Le prospectus doit alors indiquer l'existence de cette attribution spéciale et, notamment, la quote-part maximale totale et les catégories de souscripteurs ayant droit à ladite attribution.

Attribution à compte nostro

10.1 Les attributions des banques du syndicat à compte nostro (portefeuilles propres ou de négoce, notamment à des fins de Market Making, de stabilisation ou pour toute autre raison objective) ne sont autorisées qu'en accord avec l'émetteur et dans une limite raisonnable.

Commentaire: le caractère «raisonnable» d'une attribution à compte nostro est fonction par exemple du besoin de liquidité durant les premiers jours de négoce, du volume et de la qualité des souscriptions, ou encore du montant de la transaction.

10.2 Si, faute de demande de sa clientèle, une banque du syndicat ne parvient pas à placer la totalité des titres qu'elle a acquis en prise ferme, elle est libre de les conserver en portefeuille nostro ou de les vendre sur le marché (sous réserve de conventions contraires passées avec l'émetteur ou les titulaires vendeurs des titres).

10.3 Dans les attributions à compte nostro, les banques tierces ne sauraient se prévaloir de faveurs par rapport à leurs clients. Leurs attributions à compte nostro ne peuvent intervenir que dans la limite du raisonnable.

Résultat de l'attribution

11. A l'issue de la transaction, la banque chef de file du syndicat publie le volume placé et, le cas échéant, le montant des attributions aux catégories de souscripteurs ayant une relation particulière avec l'émetteur (chiffre 9) de même que l'exercice de l'option pour une attribution supplémentaire (chiffre 8).

D. Conditions préalables et surveillance

12. Toute banque intervenant dans des placements publics doit disposer d'une structure adéquate en termes de dimension et de professionnalisme.

13. La banque émet les instructions nécessaires et prend toute mesure utile pour assurer que les directives seront observées.

14. Les présentes directives ont été adoptées par le Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers le 29 mars 2004 et reconnues en tant que standards minimaux en matière de droit de la surveillance par la Commission fédérale des banques le 27 mai 2004. Elles entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2005.